

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
DR/AG

ARRETE

n° **992476** du **6 OCT. 1999** portant
**autorisation temporaire d'exploiter un dépôt de terres polluées, par la Société
TREDECO, sur le ban communal d'ILLZACH, au Port Autonome de MULHOUSE
sur le site de la Société SOGEMA**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment son article 23 ;
- VU la demande du 23 juillet 1999, déposée le 2 août 1999, de la Société TREDECO en vue d'obtenir l'autorisation temporaire d'exploiter un dépôt de terres polluées au port autonome de MULHOUSE à ILLZACH, pour une durée de moins de un an ;
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 4 août 1999 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 9 septembre 1999 ;

CONSIDÉRANT que le stockage de terres polluées constitue une activité soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique n° 167 B de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions visant à la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, en particulier pour assurer la protection du sol et du sous-sol ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARRETE

I - GENERALITES

ARTICLE 1 - CHAMPS D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société TREDECO dont le siège social est au 62 rue Jeanne d'Arc - 75013 PARIS est autorisée à exploiter un dépôt de terres polluées sur une superficie de 3 000 m², parcelle 67 - section 15 du ban communal d'ILLZACH, au port autonome de MULHOUSE. Les terrains sont situés sur le site de la société SOGEMA.

L'établissement comprend l'installation classée suivante:

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
dépôt de terres polluées	167 B	A	5 000 10 000	m ³ tonne

Régime : A = Autorisation ;

La présente autorisation est valable 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, renouvelable une fois sur demande de l'exploitant.

▫ Provenance des terres polluées

Les terres polluées auront pour origine géographique des gisements régionaux ou nationaux. Aucune terre polluée en provenance de pays étranger ne pourra être mise en dépôt sur le site d'ILLZACH.

▫ Nature des terres polluées

Les caractéristiques des terres polluées, dont le dépôt temporaire est autorisé, sont fixées aux valeurs suivantes :

Eléments	Caractéristiques maximales moyennes
Soufre organique (S total - SO ₂ minéral)	0,5 % en masse
Chlore	0,2 % en masse
HAP	25 000 mg/kg MS
Huiles minérales	50 000 mg/kg MS
BTEX	25 000 mg/kg MS
Phénols	30 000 mg/kg MS
EOX	20 000 mg/kg MS
Cyanures	15 000 mg/kg MS
Trinitrotoluène	50 000 mg/kg MS
Cadmium	7 mg /kg MS
Mercur	8 mg /kg MS

mg /kg MS : milligramme /kilogramme de Matière Sèche.

.../...

Par ailleurs sont interdites en dépôt les terres contenant :

- des produits pyrotechniques (hors Trinitrotoluène)
- des produits radioactifs
- des déchets issus d'unités de soins
- des ordures ménagères

et la teneur en PCB – PCT dans les terres polluées devra être inférieure à 50 ppm.

ARTICLE 2 – CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Le dépôt et ses annexes sont situés, installés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. —

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncées dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigés par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant.

ARTICLE 3 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 4 - MODIFICATION - EXTENSION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Changement d'exploitant

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 5 – MISE A L'ARRET DEFINITIF D'UNE INSTALLATION

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation, l'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt définitif de l'installation visée à l'article 1^{er}.

Il sera joint à la notification au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Le dépôt temporaire visé au chapitre 1- article 1 sera installé et exploité conformément aux dispositions suivantes.

A – PROCEDURE D'ACCEPTATION

ARTICLE 6 – INFORMATIONS PREALABLES

a) Informations générales :

Avant d'admettre un lot de terres polluées dans son dépôt, l'exploitant doit demander au producteur de terres ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de terre destinée à être mise en dépôt :

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur les terres ;
- la composition chimique principale des polluants dans les terres ainsi que toutes les informations permettant de déterminer si elles sont aptes à subir le traitement thermique ultérieurement prévu ;
- les teneurs en PCB-PCT, chlore, soufre, divers métaux lourds et en toute autre substance limitant son admission dans l'installation de traitement thermique envisagée sur WITTENHEIM ;
- en tant que de besoin, et selon l'historique du site de provenance des terres polluées, le fluor et le PCP seront également recherchés ;
- les modalités de la collecte et de la livraison ;
- les risques inhérents aux terres, les substances avec lesquelles elles ne peuvent pas être mélangées, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
- et toute information pertinente pour caractériser les terres en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur les terres dont l'admission est sollicitée, et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir les terres en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs des terres et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon des termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser les terres.

.../...

b) Autorisations particulières :

Par ailleurs pour qu'un lot de terres polluées puisse être déposé sur le site d'ILLZACH, la société TREDECO devra préalablement pouvoir justifier de :

- Soit l'autorisation d'importation de ce lot de terres par les autorités des Pays Bas avec acceptation de son partenaire belge hollandais ECOTECHNIEK BODEM BV. de traiter ce lot dans l'une de ses installations des PAYS-BAS (certificat d'acceptation préalable de traitabilité à l'appui), dans le délai toléré par la présente autorisation,
- Soit l'acceptation d'un centre de traitement ou de stockage autorisé au titre des installations classées, français, pour traiter ou stocker le lot de terres polluées en question, dans le délai toléré par la présente autorisation.

ARTICLE 7 – CERTIFICAT D'ACCEPTATION PREALABLE

L'exploitant se prononce, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur, et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à recevoir les terres en question.

Après avoir obtenu les autorisations particulières visées à l'article 6.b du présent arrêté, la société TREDECO délivre :

- soit un certificat d'acceptation préalable pour la mise en dépôt temporaire sur son site d'ILLZACH,
- soit un avis de refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable pour la mise en dépôt sur le site consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du lot de terres. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :

- la composition chimique principale des polluants dans les terres ;
- les teneurs en PCB-PCT, chlore, soufre, métaux lourds;
- en cas de nécessité en fluor et PCP ;
- le pouvoir calorifique,
- la matière organique.

Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

Un lot de terres polluées ne peut être admis sur le dépôt qu'après délivrance par la société TREDECO au producteur de terres polluées d'un certificat d'acceptation préalable de mise en dépôt. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par la société TREDECO.

L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les terres polluées admises sur le site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant du dépôt tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un lot de terres polluées.

B – ADMISSION DES TERRES POLLUEES SUR LE SITE

ARTICLE 8 – CONTROLES D'ADMISSION

Les lots de terres polluées sont livrés en vrac.

Toute livraison d'un lot de terres fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du lot et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable de mise en dépôt ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances ;
- d'une pesée du chargement ;
- de la teneur en chlore, soufre, métaux lourds, PCB-PCT et éventuellement fluor et PCP ;
- du pouvoir calorifique ;
- de l'analyse de tout autre paramètre limitant son admission dans l'installation de traitement thermique dont il a été fait état à l'article 6 du présent arrêté, et notamment ceux cités à l'article 1 du présent arrêté au paragraphe « Nature des terres polluées ».
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable de mise en dépôt et les règles d'admission dans le dépôt, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

ARTICLE 9 – REGISTRE D'ADMISSION ET REFUS D'ADMISSION

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant les terres polluées :

- le tonnage et la nature des terres ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;
- la date et l'heure de la réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule
- le résultat des contrôles d'admission définis à l'article précédent.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des terres qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les terres admises sur son site.

L'absence de ces informations doit conduire au refus de la livraison.

C – AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DU DEPOT

ARTICLE 10 – CRITERES DE CONCEPTION ET D'AMENAGEMENT

10-1 Dispositions générales :

Le dépôt doit être conçu pour respecter les points suivants :

- prévenir toute pollution du sol et du sous-sol au droit du dépôt de terres polluées,
- supprimer les surfaces des stocks offertes à la pluie afin d'interdire l'infiltration de l'eau de pluie au sein de la masse des terres polluées,
- collecter les lixiviats et égouttures éventuelles, dès le début de la mise en dépôt, les stocker de façon satisfaisante pour la protection de l'environnement, et les traiter dans une installation autorisée à cet effet,
- assurer une mise en place des terres contaminées permettant une stabilité d'ensemble du stockage dès le début de la mise en dépôt.

10-2 Collecte des lixiviats et égouttures :

Afin de faciliter le drainage des égouttures ou éventuels lixiviats, une géomembrane chimiquement compatible avec les terres contaminées stockées, et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet, sera préalablement installée sur le fond et les flancs de l'installation de stockage, et ce dès la fin de préparation du site.

La géomembrane ne doit pas être considérée comme un élément intervenant dans la stabilisation des pentes naturelles ou artificielles sur lesquelles elle est mise en place.

Il sera aménagé un fossé étanche de collecte suffisamment dimensionné ceinturant le dépôt avec un point bas permettant le recueil des lixiviats drainés. Celui-ci doit obligatoirement être mis en place avant le début de l'exploitation.

Un dispositif de drainage sera aménagé en fond de dépôt, dimensionné dans le but de permettre un bon drainage des terres mises en dépôt ; ce dispositif de drainage devra être contrôlé.

Ce système drainant de fond se composera en tant que de besoin, à partir du fond de l'installation de stockage d'une couche filtrante constituée par un matériau granulaire fin, si nécessaire surmonté d'un géotextile selon la nature des terres déposées. Cette couche sera dimensionnée de manière à filtrer le passage des éléments fins vers la couche drainante, de déchets ou de tout autre matériau qui peuvent pénétrer la couche drainante et de fait gêner le passage et l'écoulement des éventuels lixiviats.

10-3 Couverture du dépôt

Afin d'éviter la lixiviation du dépôt par les eaux pluviales, il sera mis en place une couverture étanche du type géomembrane, chimiquement compatible avec les terres contaminées. Cette couverture étanche sera conçue et installée de façon à permettre la respiration du dépôt sur charbon actif en cas de nécessité.

10-4 Contrôles des aménagements

Des contrôles de la qualité des géomembranes et de la bonne réalisation de leur pose pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées.

Ces contrôles seront réalisés par un organisme indépendant.

ARTICLE 11 – REGLES D'EXPLOITATION DU DEPOT

11-1 Individualisation des stockages

Le dépôt sera constitué de différents lots de terres polluées.

Ces lots de terres doivent être stockés de façon individualisée :

- primo selon leur origine (lieu de production),
- secundo selon le type de pollution, dans l'hypothèse d'un même lieu de production.

11-2 Hauteur de stockage

La hauteur ou cote maximale des terres contaminées du dépôt devra être calculée de façon à ne pas altérer les caractéristiques mécaniques et la qualité du système drainant; cette hauteur ne devra pas être supérieure à 4 mètres.

ARTICLE 12 – PREVENTION DES POLLUTIONS

12-1 Air odeur

- a) Les allées de circulation et l'aire étanche sur laquelle se feront les opérations de mise en dépôt des terres contaminées seront aménagées et exploitées de manière à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.
- b) Tout brûlage à l'air libre est interdit.
- c) Toutes dispositions devront être prises afin que les émanations gazeuses et odorantes résultant des opérations de stockage, et les émanations gazeuses et odorantes résultant de l'exploitation du dépôt, n'incommodent pas le voisinage et ne nuisent pas à la santé et à la sécurité publique. Un dispositif de piégeage sur charbon actif des émanations gazeuses issues du stockage sera mis en place en cas de besoin.

12-2 Déchets

Les déchets résultant de l'exploitation normale de l'installation seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifié, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

12-3 Eauxa) *Eaux pluviales de ruissellement des bâches de recouvrement*

Après mise en dépôt des terres souillées, les matériaux seront recouverts d'une bâche étanche et solide répondant aux dispositions de l'article 10-1 et 10-3 du présent arrêté.

Après la mise en place de cette couverture étanche :

- la propreté de la face livrée aux eaux pluviales sera visuellement contrôlée,
- il sera ensuite procédé à un nettoyage méticuleux de cette face avec récupération des eaux de lavage et élimination de celles-ci, en cas de contamination, dans une installation autorisée à cet effet.

Les eaux pluviales de ruissellement ultérieures pourront être rejetées au milieu naturel dans les mêmes conditions que les actuelles eaux pluviales de ruissellement du site, sous réserve de l'autorisation du service chargé de la police des eaux ; .

b) *Les égouttures et lixiviats – les eaux de décrochage des camions*

Les égouttures, lixiviats et eaux de décrochage ne peuvent en aucun cas être rejetés dans le milieu naturel.

Les égouttures et lixiviats résultant de la mise en dépôt et du dépôt des terres polluées, drainés et dirigés dans le fossé étanche de collecte visé à l'article 11-2, seront régulièrement récupérés.

Les eaux de décrochage seront récupérées au niveau de l'aire de lavage.

Le lieu de stockage de ces liquides récupérés sera étanche, suffisamment dimensionné et résistant à l'action physique et chimique des liquides recueillis.

Les égouttures, lixiviats et eaux de décrochage récupérés seront éliminés comme des déchets dans une installation autorisée.

c) *Stockage de produits liquides avant élimination*

De façon générale tous les produits liquides seront expédiés hors du site pour élimination dès leur pompage, et il ne devrait pas y avoir de stockage temporaire de ce type de déchets sur le site.

Cependant et dans l'hypothèse où ils devraient momentanément être stockés sur le site, le stockage de ces liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols devra être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieur ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 800 litres.

Cette capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et à l'action physique et chimique des liquides.

12-4 Bruits et vibrations

- a) L'installation sera réalisée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Les émissions sonores respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- b) Les émissions sonores des véhicules matériels, et engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

.../...

- c) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
- d) L'inspecteur des installations classées pourra demander que soit réalisée une étude de bruit : celle-ci sera effectuée par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 13 – CONTROLES ET SUIVIS

13-1 Un contrôle performant et fiable de la qualité :

- du site,
- de la conception et des aménagements,
- des terres contaminées reçues,
- des égouttures et éventuels lixiviats produits,
- des eaux de décroûtage,
- de l'exploitation,
- de la remise en état du site après exploitation,

devra être assuré en vue de la préservation de la qualité de l'environnement. Les modalités techniques de ce contrôle seront soumises à l'avis de l'inspecteur des installations classées.

13-2 Air – Odeur

Dans l'hypothèse où il s'avérerait nécessaire de mettre en place un dispositif de piégeage sur charbon actif des émanations gazeuses du stockage, celui-ci sera régulièrement contrôlé et entretenu afin de maintenir son efficacité.

Des prélèvements d'air en sortie de ce dispositif, aux fins d'analyses, pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées.

Les paramètres analysés seront soumis à l'accord de l'inspecteur des installations classées.

13-3 Déchets

Les bordereaux de suivi établis en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances seront établis, conservés par l'exploitant du dépôt et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un récapitulatif des opérations d'élimination de déchets réalisées au cours du trimestre précédent sera adressé à l'inspection des installations classées

13-4 Eaux

13-4.1 Eaux pluviales

L'inspection des installations classées, ou le service chargé de la police des eaux, peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non de prélèvements et d'analyses sur un échantillon d'eaux pluviales de ruissellement des zones de stockage couvertes rejetées ; ceux-ci sont à réaliser par un laboratoire agréé à la charge de l'exploitant.

.../...

13-4 -2 Eaux souterraines

Afin de vérifier l'impact du dépôt vis-à-vis des eaux souterraines, un contrôle trimestriel de la qualité des eaux de la nappe phréatique sera réalisé dans un piézomètre situé en aval hydraulique du site. Celui-ci sera mis en place dès le début de l'exploitation après avis d'un hydrogéologue. Si un tel puits existe, il pourra être utilisé.

Les paramètres à rechercher seront soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées.

Les contrôles seront réalisés par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats d'analyses seront communiqués dès réception à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 14 – CONTROLE APRES REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION

A l'issue de l'exploitation, il sera procédé à des prélèvements et analyses du sol sous la géomembrane ayant constitué le fond du stockage. La liste des paramètres analysés sera soumise à l'accord de l'inspecteur des installations classées. Si nécessaire, les matériaux contaminés devront être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

15-1 Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'installation sera entourée d'une clôture efficace et résistante de 2 mètres de hauteur. Des panneaux signalant l'interdiction d'accès au site seront mis en place sur le périmètre autorisé. Durant les heures d'activité l'accès au dépôt est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

15-2 Règles d'aménagement – Accès, voies et aires de circulation

A l'intérieur du site, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

L'exploitant fixera les règles de circulation et si nécessaire de stationnement, applicables à l'intérieur du site

15-3 Règles d'exploitation et consignes

L'exploitant établira des consignes d'exploitation qui fixeront le comportement à observer par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance des consignes par son personnel ; il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

.../...

III - DIVERS

16-1 Autres règlements d'administration publique

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

16-2 Droit de réserve

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

16-3 Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

16-4 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

16-5 Autres formalités administratives

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accord exigible, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

16-6 Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des Titres VI (sanctions pénales) et VII (sanctions administratives) de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

16-7 Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie d'ILLZACH et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

16-8 Exécution – Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E) chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société.

LE PREFET

Délai et voie recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressés (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1975).



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Pour le Préfet,
et par délégation,
signé Le Secrétaire Général
Olivier LAURENS-BERNARD